

ASSOCIATION ROYALE NEERLANDAISE DES NEGOCIANTS DE BULBES A FLEURS ET DE PRODUITS DE PEPINIERS

Conditions générales de vente en France en ce qui concerne les produits de pépinières

Secrétariat: BP 170, NL-2180 AD Hillegom, Pays Bas

tel.: 1931 252 535080 / fax: 1931 252 535088

ARTICLE 1 - APPLICATION DES CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

1. Les présentes conditions générales de vente sont systématiquement adressées ou remises à chaque acheteur. Le fait de passer une commande implique l'adhésion entière et sans réserves de l'acheteur à ces conditions générales de vente. Toute condition contraire posée par l'acheteur sera inopposable au vendeur.
2. Les offres du vendeur sont sans engagement. Un contrat de vente n'est valable que sous réserve de confirmation écrite de la commande par le vendeur. L'acceptation d'une commande pourra également résulter de l'expédition des marchandises.

ARTICLE 2 - PRIX

1. Les marchandises sont fournies aux prix en vigueur au moment de la passation de la commande. Les prix s'entendent nets départ pépinière. Tout impôt, taxe, emballage, droit ou autres prestations à payer en application des règlements français, ou ceux des Pays-Bas, ou autres pays, sont à la charge de l'acheteur.
2. Nous nous réservons le droit de modifier les prix, et cela jusqu'à la confirmation de la commande.
Le Prix des 10 est applicable de 10 à 49)
100 50 à 249) par variété
1000 250 et +) par mesure.

ARTICLE 3 - PAIEMENT

1. Tous paiements seront effectués nets, sans escompte et sans compensation au siège du vendeur ou au profit d'un compte précisé par le vendeur. Sauf convention contraire, confirmée par écrit, les factures sont payables dans les trente jours à compter de la date de facturation.
2. En cas de retard de paiement, le vendeur pourra suspendre toutes les commandes en cours, sans préjudice de toute autre voie d'action. Toute somme non payée à l'échéance figurant sur la facture entraîne l'application de pénalités de retard d'un montant égal à 1,5% par mois ou éventuellement par fraction de mois à compter de l'échéance.
3. Les traites qui sont éventuellement jointes aux factures pour acceptation doivent être retournées dans les 48 heures.
4. En cas de défaut de paiement, 48 heures après une mise en demeure restée infructueuse, la vente sera résiliée de plein droit si bon semble au vendeur qui pourra demander la restitution des marchandises, sans préjudice de tous autres dommages-intérêts.
La résolution frappera non seulement la commande en cause mais aussi toutes les commandes impayées antérieures, qu'elles soient livrées ou en cours de livraison et que leur paiement soit échu ou non. De même, lorsque le paiement est échelonné, le non-paiement d'une seule échéance entraînera l'exigibilité immédiate de la totalité de la dette, sans mise en demeure. Toute facture recouvrée par service contentieux sera majorée à titre de clause pénale non réductible d'une indemnité fixée forfaitairement à 20% avec un minimum de Euro 91,50.
5. En aucun cas, les paiements ne peuvent être suspendus ni faire l'objet d'une quelconque compensation sans l'accord écrit et préalable du vendeur. Tout paiement partiel s'imputera d'abord sur la partie non privilégiée de la créance, puis sur les sommes dont l'exigibilité est la plus ancienne.

ARTICLE 4 - LIVRAISON ET RÉCEPTION

- 1. La livraison est effectuée soit par la remise directe de la marchandise à l'acheteur, soit par simple avis de mise à disposition, soit par délivrance à un expéditeur ou un transporteur dans les locaux du vendeur.**
- 2. L'acheteur s'engage à prendre livraison dans les ___ jours qui suivent l'avis de mise à disposition. Ce délai expiré, le vendeur pourra considérer la vente unilatéralement résiliée par l'acheteur, ou compter des frais de garde sans préjudice de dommages-intérêts en réparation.**
- 3. Si un ordre remis par l'acheteur est annulé en tout ou partie, il doit alors indemniser le vendeur du préjudice causé à la suite de cela. Le préjudice est calculé à 10% de la valeur de la facture nette de l'ordre annulé. Sous réserve de la preuve d'un préjudice plus élevé. L'acheteur est responsable des frais et du préjudice lorsqu'un enlèvement est refusé.**

Si l'enlèvement est refusé, le vendeur a le droit de continuer à négocier les produits sans qu'il soit satisfait aux conditions précitées, sans communication préalable, librement à un prix lui semblant acceptable pour compte de l'acheteur faisant défaut.

ARTICLE 5 - SITUATION FINANCIÈRE DE L'ACHETEUR

- 1. Le vendeur pourra suspendre ses obligations et/ou exiger le règlement immédiat des factures ou des garanties pour les paiements restants à effectuer si le vendeur a des sérieuses raisons de craindre que l'acheteur manquera à l'exécution de ses obligations et si ce dernier n'obtempère pas à une sommation écrite énonçant ces raisons, qui l'enjoint de se déclarer prêt à exécuter ses obligations dans un délai raisonnable fixé dans la sommation.**
- 2. Le vendeur est habilité à refuser d'effectuer des livraisons si le plafond de crédit de l'acheteur était modifié de telle façon que la valeur des articles ou des services devant (encore) être livrés, n'était plus couverte par l'assurance contre les risques de crédit contractée par le vendeur.**
- 3. L'acheteur accepte l'engagement pris par le vendeur au sein de l'Association néerlandaise de faire part à cette dernière le nom de l'acheteur qui n'a pas exécuté ses obligations ou à propos duquel le vendeur a de bonnes raisons de craindre que l'acheteur manquera à l'exécution de ses obligations.**
- 4. L'acheteur est par ailleurs mis au courant de l'engagement pris par le vendeur au sein de l'Association néerlandaise de n'effectuer aucune livraison à l'acheteur qui n'a pas soldé les précédentes factures d'un des membres de ladite Association néerlandaise, et accepte de subir les conséquences éventuelles de cet engagement du vendeur.**

ARTICLE 6 - TRANSFERT DES RISQUES

- 1. Les marchandises sont transportées, même en cas de livraison franco, aux risques et périls de l'acheteur, auquel il appartient au cas d'avarie ou de manquants de faire toute constatation nécessaire et de confirmer ses réserves par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception auprès du transporteur dans les trois jours qui suivent la réception des marchandises.**
- 2. Tous les frais de l'expédition et du transport, ainsi que tous frais supplémentaires tels que frais d'emballage, frais phytosanitaires et frais d'assurance du transport, sont à la charge de l'acheteur et peuvent être perçus contre remboursement.**

ARTICLE 7 - DÉLAIS DE LIVRAISON

- 1. Les livraisons ne sont opérées qu'en fonction des disponibilités et dans l'ordre d'arrivée des commandes. Le vendeur est autorisé à procéder à des livraisons de façon globale ou partielle.**
- 2. Les délais de livraison sont indiqués aussi exactement que possible mais sont fonction des possibilités d'approvisionnement et de transport du vendeur.**
- 3. Les dépassements de délai de livraison ne peuvent donner lieu à dommages-intérêts, ni à retenue, ni**

à annulation des commandes en cours.

ARTICLE 8 - RÉCLAMATION ET GARANTIES

1. Le vendeur se réserve le droit lors de l'exécution de la commande, de remplacer les variétés et tailles épuisées par d'autres s'en rapprochant le plus aux prix correspondants.
2. Le vendeur n'est responsable ni de la floraison ni de la reprise. La conformité de variété garantie par le vendeur est basée sur la Liste de noms des plantes ligneuses et la Liste de noms des plantes vivaces de la Station de recherche pour les pépinières de Boskoop (Pays-Bas).
3. Dès l'arrivée de la marchandise au lieu de la destination, l'acheteur est tenu de s'assurer de la conformité de la livraison avec la commande. En cas de non-conformité ou défaut apparent, les réclamations qui sont susceptibles d'en résulter, doivent -pour être recevable- être notifiées au vendeur au plus tard huit jours à compter de la date de leur arrivée au lieu de destination, ou, en cas de vices cachés, au plus tard huit jours à compter de la constatation du défaut.
En cas de réclamation reconnue justifiée, le vendeur s'engage, au choix de l'acheteur, soit à remplacer les marchandises défectueuses ou non-conformes, soit à reprendre les marchandises et à en rembourser le prix. Tout retour doit faire l'objet d'un accord formel entre le vendeur et l'acheteur. L'acheteur s'engage à isoler la marchandise non conforme de telle sorte qu'elle ne puisse contaminer ou être contaminée par d'autres marchandises ni être confondue.
4. Il est expressément convenu que la garantie pour pureté des variétés ne peut en aucun cas dépasser la valeur de la facture; le vendeur ne sera tenu à aucune indemnisation envers le client pour dommages indirects, tels que frais de traitement ou manque à gagner.
5. La responsabilité du vendeur est dans tous les cas limitée à la valeur des marchandises litigieuses.

ARTICLE 9 - RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

1. LE VENDEUR SE RÉSERVE LE DROIT DE PROPRIÉTÉ DES MARCHANDISES TANT QU'ELLES N'ONT PAS ÉTÉ INTÉGRALEMENT PAYÉES, Y COMPRIS, LE CAS ÉCHÉANT, INTÉRÊTS ET FRAIS. AUSSI LONGTEMPS QUE SUBSISTE LA RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ, AUCUNE ALIÉNATION, MISE EN GAGE OU CESSION DE L'OBJET DU CONTRAT N'EST ADMISE SANS AUTORISATION ÉCRITE DU VENDEUR.
2. Dans les cas où il ressort du catalogue utilisé par le vendeur ou bien du contrat conclu par les parties qu'une variété bénéficie d'une protection légale de pépiniériste - ce qui est signalé par l'indication R ou P après le nom de la variété en question - l'acheteur est lié par toutes les obligations liées à ce droit. Si une variété ne bénéficie pas (plus) d'une protection légale de pépiniériste aux Pays-Bas, mais est encore brevetée à la France, l'acheteur est également lié par toutes les obligations liées à ce droit.

Les infractions à ces dispositions ont pour effet que l'acheteur devient responsable de tous les dommages consécutifs subis par le vendeur et des tiers.

ARTICLE 10 - DROIT APPLICABLE ET LITIGES

1. Tous offres et contrats de vente seront régis par le droit néerlandais. Le Traité des Nations Unies en matière de contrats internationaux des objets mobiliers (le Traité de Vienne) est expressément exclu.
2. En cas de litiges entre les contractants sur la qualité des produits livrés, chaque partie peut s'adresser au Secrétaire du Syndicat, si un accord mutuel n'est pas possible. Ce dernier doit et essaiera d'en venir à un accord amiable.
3. Si un règlement amiable comme celui visé à 1. n'est pas réalisé dans les 2 mois, les parties peuvent s'adresser conjointement au secrétariat du Syndicat en demandant de désigner une commission arbitrale composée de trois arbitres qui, par exclusion de la juridiction ordinaire, statueront en bons arbitres par sentence ou décision arbitrale. La décision est irrévocable pour les deux parties,

lesquelles régleront à l'avance une part égale des frais d'arbitrage.

4. Si cependant le différend ne peut être réglé à l'amiable, les parties pourront porter le litige devant le Tribunal compétent: le Tribunal de Grande Instance ("Arrondissementsrechtbank") du siège du vendeur qui sera seul compétent.

ARTICLE 11 - AUTRES OBLIGATIONS AUXQUELLES EST TENU L'ACHETEUR

L'acheteur est contraint d'informer ses clients sur l'utilisation des biens qui leur sont livrés et se doit, si bien fondé, d'attirer leur attention sur les éventuels dangers en cas d'utilisation/d'absorption de ces biens. L'acheteur est tenu de préserver le vendeur d'une éventuelle réclamation en dommages et intérêts émanant de tiers si l'acheteur a négligé d'informer dûment ses clients pour ce qui est de l'utilisation des biens.

Les présentes conditions ont été déposées à l'"Arrondissementsrechtbank" (≈ Tribunal de Grande Instance; nr. 56/1996/20/5/98) de La Haye et leur utilisation est réservée aux membres de l'Association néerlandaise. L'utilisation des présentes conditions par des tiers sera sanctionnée par des poursuites judiciaires.

Version juni 2002

KONINKLIJKE BOND VOOR DE GROOTHANDEL IN BLOEMBOLLEN EN BOOMKWEKERIJPRODUCTEN

Algemene leverings- en betalingsvoorwaarden ten aanzien van Frankrijk en met betrekking tot boomkwekerijproducten

Secretariaat: Postbus 170, NL-2180 AD Hillegom, Holland
tel.: +31 (0)252 535080/ fax: +31 (0)252 535088

ARTIKEL 1 - TOEPASSING VAN DE ALGEMENE VERKOOPVOORWAARDEN

1. Deze algemene verkoopvoorwaarden worden automatisch aan iedere koper gericht of overhandigd. Door het plaatsen van een bestelling verbindt de koper zich volledig en zonder enig voorbehoud aan deze algemene verkoopvoorwaarden. Verwijzing van de koper naar andere voorwaarden wordt door de verkoper niet aanvaard.
2. Alle door de verkoper gedane aanbiedingen zijn vrijblijvend. Een koopovereenkomst is pas geldig wanneer de bestelling door de verkoper schriftelijk is bevestigd. De aanvaarding van een bestelling kan tevens blijken uit de verzending van de zaken.

ARTIKEL 2 - PRIJZEN

1. De zaken worden geleverd voor de prijzen die gelden op het moment van plaatsing van de bestelling. De prijzen zijn netto af kwekerij. Eventuele belastingen, accijnzen, verpakkingskosten, rechten of andere heffingen die in toepassing van Franse of Nederlandse regels dienen te worden voldaan, komen voor rekening van de koper.
2. Wij behouden ons het recht voor de prijzen te wijzigen, tot aan het moment van bevestiging van de bestelling.

De prijs per	10 is van toepassing op	10	tot 49)
100	50		tot 249) per ras
1000	250		of meer) per maat

ARTIKEL 3 - BETALING

1. Alle betalingen geschieden netto, zonder korting of andere vergoeding ter plaatse van de vestiging van de verkoper of op een door de verkoper aangegeven rekening. Tenzij anders is overeengekomen - en schriftelijk bevestigd - dienen de facturen te worden voldaan binnen dertig dagen gerekend vanaf de factuurdatum.
2. Bij verlate betaling is de verkoper gerechtigd alle lopende bestellingen op te schorten, onverminderd zijn recht op het nemen van enige andere juridische actie. Bij gebreke van tijdige betaling is de koper rente verschuldigd, gelijk aan 1,5% per maand of per gedeelte daarvan, te rekenen vanaf de vervaldatum.
3. De eventueel bij de factuur ter aanvaarding gevoegde wissels dienen binnen 48 uur te worden geretourneerd.
4. Bij gebreke van betaling binnen 48 uur na een ingebrekestelling, wordt, indien de verkoper daartoe reden ziet, de koopovereenkomst van rechtswege ontbonden; de verkoper is voorts gerechtigd teruggave van de zaken te vorderen, onverminderd zijn recht op andere vormen van schadevergoeding. De ontbinding heeft niet alleen betrekking op de betrokken bestelling, maar tevens op de overige voorgaande onbetaalde bestellingen; of deze nu worden of zijn geleverd of al dan niet zijn betaald, doet hierbij niet ter zake. In geval van gespreide betaling leidt het niet voldoen van een termijn tot de onmiddellijke opeisbaarheid van het totaalbedrag, zonder voorafgaande ingebrekestelling. Facturen die worden verhaald via invordering, worden verhoogd met een vast percentage van 20, met een minimum van Euro 91,50.
5. In geen geval kunnen betalingen worden opgeschort of op enigerlei wijze worden verrekend zonder voorafgaande schriftelijke goedkeuring door de verkoper. Gedeeltelijke betalingen worden eerst in mindering gebracht op het niet-geprivilegeerde gedeelte van de schuld, pas daarna op de eventuele oudere schulden.

ARTIKEL 4 - LEVERING EN ONTVANGST

1. De levering geschiedt hetzij door directe overhandiging van de zaken aan de koper, hetzij door middel van een mededeling van beschikbaarstelling, hetzij door middel van aflevering aan een expediteur of vervoerder op de plaats van vestiging van de verkoper.
2. De koper verbindt zich ertoe de levering in ontvangst te nemen __ dagen na de mededeling van beschikbaarstelling. Na deze termijn kan de verkoper de overeenkomst eenzijdig door de koper ontbonden verklaren, of kosten voor opslag in rekening brengen, onverminderd zijn recht op schadevergoeding.
3. Wordt een door de koper verstrekte order geheel of gedeeltelijk geannuleerd, dan dient hij de ingevolge hiervan bij verkoper ontstane schade te vergoeden. De schade wordt met 10 % van de netto-factuurwaarde van de geannuleerde order berekend.

Het bewijs van een hogere schade blijft voorbehouden. Wanneer afname wordt geweigerd is de koper voor de daaruit voortvloeiende kosten en schade aansprakelijk. Indien afname wordt geweigerd, heeft de verkoper het recht de producten ook zonder dat aan de hiervoor genoemde voorwaarden is voldaan, zonder voorafgaande mededeling vrij tegen een hem acceptabel lijkende prijs op rekening van de in verzuim zijnde koper verder te verhandelen.

ARTIKEL 5 - FINANCIËLE SITUATIE VAN DE KOPER

1. Indien de verkoper gegronde redenen heeft om aan te nemen dat de koper te kort zal schieten in de nakoming van zijn verplichtingen en de koper geen gehoor geeft aan een oproep tot betaling, waarin hem wordt gelast binnen een redelijke termijn aan zijn verplichtingen te voldoen, is de verkoper gerechtigd de nakoming van zijn verplichtingen op te schorten en/of onmiddellijke betaling van de facturen, of garanties daartoe, te eisen.
2. Indien de kredietlimiet voor de koper zich zodanig wijzigt dat de waarde van de (nog) te leveren goederen of diensten daardoor niet meer gedekt kan worden door de verkoper afgesloten kredietverzekering, heeft verkoper het recht van verdere leveringen af te zien.
3. De koper accepteert het feit dat de verkoper ten aanzien van de Bond de verplichting op zich heeft genomen aan de Bond de naam van de koper bekend te maken die zijn verplichtingen niet is nagekomen of ten aanzien van wie de verkoper gegronde redenen heeft om aan te nemen dat hij tekort zal schieten in de nakoming.
4. De koper wordt overigens op de hoogte gesteld van het feit dat de verkoper ten aanzien van de Bond de verplichting op zich heeft genomen geen leveringen te verrichten aan kopers die niet de voorgaande facturen van een van de leden van de Bond hebben voldaan; de koper accepteert de mogelijke consequenties die zouden kunnen voortvloeien uit deze verplichting van de verkoper.

ARTIKEL 6 - RISICO-OVERGANG

1. De zaken worden, ook bij franco levering, vervoerd voor risico van de koper; in geval van schade of vermissing dient de koper hiervan binnen drie dagen na ontvangst van de zaken de nodige bevindingen te doen en eventuele voorbehouden bij buitengerechtelijke akte of aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst te doen toekomen aan de vervoerder.
2. Alle expeditie- en vervoerskosten, alsmede alle overige bijkomende kosten zoals verpakkingskosten, fytosanitaire kosten en kosten voor transportverzekering, komen ten laste van de koper en kunnen onder rembours worden opgeëist.

ARTIKEL 7 - LEVERINGSTERMIJNEN

1. Leveringen worden verricht al naar gelang de beschikbaarheid van de zaken en naar volgorde van ontvangst van de bestellingen. De verkoper is gerechtigd tot volledige of gedeeltelijke levering.
2. De leveringstermijnen worden zo nauwkeurig mogelijk aangegeven maar blijven afhankelijk van de aanvoer- en transportmogelijkheden.
3. Overschrijdingen van de leveringstermijnen geven geen recht op schadevergoeding, noch op het recht van retentie, noch op annulering van de lopende bestellingen.

ARTIKEL 8 - KLACHTEN EN GARANTIE

1. De verkoper behoudt zich het recht voor om bij de uitvoering van de bestelling niet meer leverbare rassen en lengtes tegen de bijbehorende prijs te vervangen door andere rassen of lengtes die de bestelling zo dicht mogelijk benaderen.
2. De verkoper is niet verantwoordelijk voor de bloei, noch voor het aanslaan. De soortechtheid die verkoper garandeert is gebaseerd op de Naamlijst van houtige gewassen en de Naamlijst van vaste planten van het Boomteeltpraktijkonderzoek te Boskoop (Nederland).
3. Direct na aankomst van de zaken op de plaats van bestemming dient de koper zich ervan te vergewissen dat het geleverde overeenkomt met hetgeen is besteld. Indien de zaken niet conform zijn met het bestelde of indien er een duidelijk gebrek is, moeten eventuele klachten die hieruit kunnen voortvloeien - om ontvankelijk te kunnen zijn - uiterlijk een week na de aankomst van de zaken op de plaats van bestemming worden medegedeeld aan de verkoper, of, indien er sprake is van verborgen gebreken, uiterlijk een week na vaststelling van het gebrek. Ingeval de klacht rechtvaardig blijkt te zijn, verplicht de verkoper zich ertoe, naar keuze van de koper, hetzij de gebrekkige of niet-conforme zaken te vervangen, hetzij de zaken terug te nemen en de verkoopprijs aan de koper terug te betalen.
Elke teruggave dient vergezeld te gaan van een formele overeenkomst tussen de verkoper en de koper. De koper verplicht zich ertoe de niet-conforme zaken apart te bewaren, om besmetting door of van deze zaken alsmede verwisseling met andere zaken te voorkomen.
4. Er wordt uitdrukkelijk overeengekomen dat de garantie voor raszuiverheid in geen geval het factuurbedrag kan overschrijden; de verkoper is niet verplicht tot schadevergoeding aan de koper wegens indirecte schade, zoals behandelingskosten of inkomstenderving.
5. De aansprakelijkheid van de verkoper is in alle gevallen beperkt tot de waarde van de omstreden

zaken.

ARTIKEL 9 - EIGENDOMSVOORBEHOUD EN INTELLECTUEEL EIGENDOM

1. **DE VERKOPER BEHOUDT ZICH HET EIGENDOMSRECHT VAN DE ZAKEN VOOR ZOLANG DEZE NIET VOLLEDIG ZIJN BETAALD, EVENTUEEL MET INBEGRIJ VAN RENTE EN KOSTEN. ZOLANG HET EIGENDOMSVOORBEHOUD GELDIG IS, KAN VAN HET ONDERWERP VAN DEZE OVEREENKOMST GEEN AFSTAND WORDEN GEDAAN EN KAN HET NIET WORDEN VERVREEMD OF IN PAND WORDEN GEGEVEN ZONDER DE SCHRIFTELIJKE GOEDKEURING VAN DE VERKOPER.**
2. In die gevallen waarin uit de door de verkoper gehanteerde catalogus, dan wel uit de door partijen gesloten overeenkomst blijkt dat een ras kwekersrechtelijke bescherming geniet - hetgeen wordt aangeduid met de vermelding R of P achter de naam van het betreffende ras - is de koper gebonden aan alle met dat recht verband houdende verplichtingen. Indien een ras geen kwekersrechtelijke bescherming in Nederland (meer) geniet, doch in Frankrijk nog gepatenteerd is, is de koper eveneens gebonden aan alle met dat recht verband houdende verplichtingen.
Overtreding van deze bepalingen leidt ertoe dat de koper aansprakelijk is voor alle daaruit voor de verkoper en derden ontstane schade.

ARTIKEL 10 - TOEPASSELIJK RECHT EN GESCHILLEN

1. Alle aanbiedingen en koopovereenkomsten worden beheerst door het Nederlandse recht. Het Verdrag der Verenigde Naties inzake internationale koopovereenkomsten betreffende roerende zaken (Weens Koopverdrag), is uitdrukkelijk uitgesloten.
2. Bij geschillen over de kwaliteit van de geleverde producten tussen de contractanten kan elke partij zich, indien onderlinge schikking niet mogelijk is, tot de secretaris van de Bond wenden. Deze moet en zal trachten, een minnelijke schikking te bewerkstelligen.
3. Indien een minnelijke regeling zoals onder sub. 1 niet binnen 2 maanden tot stand komt, kunnen partijen zich gezamenlijk tot het secretariaat van de Bond wenden met het verzoek een arbitragecommissie te benoemen, samengesteld uit drie arbiters, die bij uitsluiting van de gewone rechter als goede scheidsmannen bij arbitraal vonnis of arbitrale beschikking beslissen. De uitspraak is bindend voor beide partijen. Beide partijen zullen een gelijk deel van de arbitragekosten vooraf voldoen.
4. Indien het geschil niet onderling kan worden geregeld, kunnen partijen zich richten tot de Arrondissementsrechtbank die bevoegd is binnen het ressort waarin de vestiging van de verkoper valt; deze rechtbank is als enige bevoegd.

ARTIKEL 11 - NADERE VERPLICHTINGEN VAN DE KOPER

De koper is verplicht zijn afnemers te informeren omtrent het gebruik van de geleverde goederen en dient, indien relevant, zijn afnemers te wijzen op eventuele gevaren bij het (inwendig) gebruik van deze goederen. De koper is gehouden de verkoper te vrijwaren voor schadeclaims van derden, indien hij heeft nagelaten zijn afnemers deugdelijk te informeren omtrent het gebruik van de goederen.

Deze voorwaarden zijn gedeponneerd bij de Arrondissementsrechtbank te Den Haag (nr. 56/1996/20/5/98) en zijn voorbehouden voor gebruik door de leden van de Bond. Gebruik door niet-leden zal tot gerechtelijke vervolging leiden.

Versie juni 2002